

JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ Arrêté du 16 mars 2026 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2025 fixant les listes de fonctions des services de l'Etat du ministère de la Justice prévues aux articles R. 2124-65 et R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053703399>

ACTUALITÉS du ministère de la Justice



- ✓ Parcourez le plan de formation 2026 du secrétariat général
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / Parcourez le plan de formation 2026 du secal](#)
- ✓ Listes des postes vacants d'attachés d'administration et des emplois de CAMJ offerts à la mobilité
[Publication - mars 2026](#)

UNSa FONCTION PUBLIQUE



- ✓ Des améliorations pour le corps interministériel des attachés de l'État pour 2027 !

En préalable à l'étude du projet de décret sur le statut du corps interministériel des attachés d'administration de l'État, l'**UNSa Fonction Publique** a rappelé l'urgence d'ouvrir les discussions autour des rémunérations et des carrières. La situation actuelle n'est tenable pour aucun des agents face aux évolutions de l'inflation et du coût de la vie. Cette situation nuit à l'attractivité de la fonction publique.
[Des améliorations pour le corps interministériel des attachés de l'État pour 2027 !](#)



- ✓ Conférence Travail Emploi Retraite : point d'étape

La conférence Travail-Emploi-Retraite voulue par le Premier Ministre est un lieu d'échanges mais loin des consensus. L'**UNSa Fonction Publique** participe aux ateliers consacrés au secteur public.
[Conférence Travail Emploi Retraite : point d'étape](#)

✓ Réforme du temps partiel thérapeutique dans la fonction publique : un recul inacceptable

Le temps partiel pour raison thérapeutique, amélioré en 2021, permet aux agent-es publics de continuer à travailler ou de reprendre progressivement leur activité lorsque leur état de santé est fragilisé. Ce droit, obtenu à l'issue d'un dialogue social exigeant, est devenu un outil indispensable pour prévenir les ruptures professionnelles et protéger la santé de milliers de personnels, en particulier des femmes occupant des métiers pénibles.

[Temps partiel thérapeutique en danger](#)

FONDATION D'AGUESSEAU



✓ Consultez les colonies encore ouvertes à la réservation pour l'été et l'automne !

Profitez des tarifs subventionnés de la fondation d'Aguesseau pour les agents du ministère de la Justice !



WEKA



✓ Dans les ministères, les femmes toujours moins payées que les hommes en 2025

La DGAFP a mesuré les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes fonctionnaires dans les ministères en 2025.

En 10 ans, cette différence a diminué de 5 points mais les femmes fonctionnaires sont payées chaque mois en moyenne 410 euros bruts de moins que les hommes.

[Les femmes gagnent 10% de moins par mois que les hommes dans les ministères en 2025](#)

✓ Rémunérations, égalité, IA... L'État passe en revue la fonction publique avant la présidentielle

L'État a lancé une « Revue stratégique de la fonction publique 2035-2050 », portant notamment sur les sujets de rémunération, d'égalité et d'intelligence artificielle, dont les résultats doivent paraître à six mois de l'élection présidentielle.

[Fonction publique 2035-2050 : l'État lance sa revue stratégique](#)

PRÉVISIONNELLE RH

La DRH de l'État se réorganise pour impulser la gestion prévisionnelle RH en interministériel

La direction générale de l'administration et de la fonction publique vient d'accueillir une directrice de projet chargée de se pencher sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Une création de poste qui doit permettre de développer l'action de la structure sur le sujet, à la suite du lancement de plusieurs grands travaux de prospective depuis le début de l'année 2026.

C'est une promotion interne qui traduit une ambition nouvelle à la direction générale de l'administration et de la fonction publique en cette année 2026 : renforcer, dès à présent, l'action de l'État en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Le 11 mars dernier, l'administratrice de l'État Delphine Gilbert, précédemment adjointe au sous-directeur de la politique salariale et des parcours de carrière au sein de la DRH de l'État, a été nommée, dans ce cadre, à la fonction publique nouvellement créée de directrice de projet "GPEC".

Texte source :
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »



mail : synd-uns-justice-sg@justice.fr - Tél. : 01 70 22 75 09